



Dossier

Histoires d'inclusion

PAGES 10 À 15

GRATUIT

MENSUEL 15 000 EXEMPLAIRES
AVRIL 2018 - VOLUME 33 NUMÉRO 7
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



VÉRIFICATION DES FAITS

92 % du contenu de nos bacs bleus recyclé

PAGE 5

**Page
culturelle**

PAGE 6

OPINION

**Merci
Christine
Beaulieu!**

PAGE 2

ÉCONOMIE

**De quoi se
nourrit le boom
économique au
Québec ?**

PAGE 4

Merci Christine Beaulieu!



Qu’une pièce de théâtre documentaire de trois heures fasse salle comble deux soirs d’affilée est déjà impressionnant. Qu’il faille ajouter une supplémentaire en 2019 pour répondre à la demande est à peine croyable ! C’est pourtant ce qui s’est produit les 1^{er} et 2 mars derniers à la salle J.-Antonio Thompson avec la présentation de la pièce « J’aime Hydro ». Et Trois-Rivières ne fait pas exception : l’engouement pour cette pièce hors norme est généralisé.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Bien sûr, cela tient en partie à la performance exceptionnelle de Christine Beaulieu. Malgré le caractère peu sexy du thème abordé, elle réussit le tour de force de capter l’attention du public le temps que dure une séance de cours universitaire. Faut quand même le faire! Mais peut-on imaginer qu’une pièce intitulée « J’aime Amazon », « J’aime Loblaw » ou encore « J’aime Walmart » aurait suscité un tel intérêt? Comme le

rappelle en introduction la comédienne mauricienne, il existe une relation particulière entre les Québécois et Hydro-Québec.

Pour plusieurs, cette relation tient sans doute à cette volonté affirmée d’être « Maîtres chez nous » que portait le projet audacieux et visionnaire de la nationalisation de l’électricité. Pour d’autres, elle peut tenir au potentiel formidable d’énergie verte que représente cette propriété collective alors qu’une transition énergétique s’impose en raison du réchauffement de la planète. Pour tous et toutes enfin, ou presque, elle tient à la facture d’électricité que nous acquittons mensuellement.

On présente « J’aime Hydro » comme étant le résultat d’une démarche d’enquête citoyenne sur les origines de la société d’État et ce qu’elle est devenue au fil du temps. Une « conversation », dit-on, sur l’avenir de l’hydro-électricité et la pertinence des grands barrages, sans oublier une culture de gouvernance marquée par une grande opacité et le peu d’écoute à l’égard des citoyens.

« J’aime Hydro » c’est tout cela, mais beaucoup plus. Il y a là une réflexion sur notre capacité à mettre en œuvre de grands projets, structurants pour le Québec, et de taille à susciter l’enthousiasme collectif. À l’heure des changements climatiques, le Québec pourrait-il se donner le défi de devenir un leader mondial reconnu dans le domaine des énergies vertes et éco-responsables? Hydro-Québec est toute désignée pour porter avec brio un tel projet de société. À condition toutefois d’y associer étroitement les Québécoises et les Québécois et de revoir en profondeur sa culture de gouvernance.

Voilà un défi qui nous changerait des sempiternelles rengaines (austérité, déficit, capacité de payer, lois du marché, PIB) que nous rabâchent à la fois ceux qui nous gouvernent et ceux qui s’obstinent à nous vendre des bonheurs d’occasion : achetez, consommez, faites-vous plaisir, distinguez-vous...

Merci, Christine Beaulieu, pour ces trois heures de cours d’économie politique rendu accessible par votre grand talent.

Merci, Isabelle Soutard, d’avoir proposé à Christine Beaulieu cette idée géniale d’une « conversation » sur notre société d’État en nous rappelant qu’Hydro c’est beaucoup plus que des pylônes et des barrages. Votre pièce arrive à point nommé puisque nous serons appelés dans quelques mois à choisir celles et ceux qui dirigeront les destinées de la nation et qui auront, par le fait même, le pouvoir de déterminer les orientations, voire même l’avenir d’Hydro-Québec.

Dans un contexte politique et économique où les mots « déréglementation » et « privatisation » l’emportent sur ceux de « bien commun » et « intérêt collectif », la vigilance est de mise. Notamment, à l’égard du maintien de l’intégralité de la propriété collective d’une société d’État lucrative qui, comme l’évoque la pièce, fait « saliver » certains milieux affairistes. Soyons aux aguets. ☞

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

CHIFFRES DU MOIS

5071

Nombre (estimé) d'écoles américaines qui reçoivent un financement public pour enseigner le christianisme

70

Nombre (estimé) d'écoles américaines qui reçoivent un financement public pour enseigner l'islam

Source: Harper's Magazine, Mars 2018

SOMMAIRE

SOCIÉTÉ :
PAGE 3

ÉCONOMIE :
PAGE 4

CAP SUR L'INNOVATION SOCIALE : PAGE 4

ENVIRONNEMENT :
PAGE 5

CULTURE :
PAGE 6

VOIR LE MONDE... AUTREMENT :
PAGE 7

GÉOGRAPHIE 101 :
PAGE 7

GRANDS ENJEUX :
PAGES 8 ET 9

DOSSIER – HISTOIRES D'INCLUSION :
PAGES 10 À 15

MOTS-CROISÉS :
PAGE 15



lagazette

de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
[@GazetteMauricie](https://twitter.com/GazetteMauricie)

DISTRIBUTION CERTIFIÉE
La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Présidente: Valérie Delage
Directeur : Steven Roy Cullen
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS
COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

Savoir se servir de la démocratie

22 avril 2012. Près de 250 000 personnes sont rassemblées dans les rues de Montréal dans le cadre du jour la Terre. Cette foule composée d’étudiantes et d’étudiants, en grève depuis plusieurs semaines, mais aussi de citoyennes et de citoyens dénoncent les façons de faire du gouvernement et réclament des changements dans la façon d’exploiter nos ressources naturelles.

CAROL-ANN ROUILLARD

Six ans plus tard, comment se porte l’implication citoyenne sur des enjeux environnementaux et sociaux ?

Dialoguons-nous suffisamment avec nos représentants et représentantes politiques? Je ne crois pas. On ne peut espérer que nos élus et élues soient en mesure de bien nous représenter si on leur fait rarement part de nos préoccupations. À part publier des lettres d’opinion, quelles sont nos options? Les structures plus formelles impliquent des processus souvent longs et complexes, qui ne sont pas à la portée de tout le monde. Ainsi, la discussion politique se trouve rapidement concentrée entre les élus et élues et un nombre restreint de personnes déjà familières avec les procédures.

Le milieu politique est-il suffisamment à l’écoute de la population? Certaines personnes pourraient faire mieux. Lorsque des citoyens et citoyennes motivées se font un devoir de faire bouger les choses, elles se heurtent trop souvent à un processus laborieux et des élus et élues peu réceptives. Les changements sont

longs et il faut s’armer de patience et de volonté. Le projet pilote de compostage collectif à Trois-Rivières en est un bel exemple. Le groupe à l’origine du projet, les Incroyables comestibles, a dû s’y prendre à plusieurs reprises pour être en mesure de faire adopter son projet. Dans la même lignée, il a fallu plusieurs années avant que le conseil municipal n’accepte d’attribuer une subvention aux familles qui souhaitaient faire l’achat de couches lavables. Pourtant, une telle mesure contribue à réduire les déchets, et ainsi, les coûts d’enfouissement des déchets. Pourquoi avoir tant attendu alors que plusieurs personnes réclamaient cette mesure depuis longtemps ?

Je rêve d’une société où l’on peut faire mieux, où les décisions prises par nos élus et élues reflètent davantage la volonté de la population. Je rêve d’une démocratie plus participative où le dialogue entre la population et les instances politiques constitue la norme et se traduit par la réalisation de projets communs.

Il existe déjà de belles initiatives dont on gagnerait à s’inspirer. À Nicolet, par exemple, on compte un groupe composé



PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

Lorsque des citoyens et citoyennes motivées se font un devoir de faire bouger les choses, elles se heurtent trop souvent à un processus laborieux et des élus et élues peu réceptives. Que faire pour donner une plus grande parole aux citoyens et citoyennes?

de citoyennes et de citoyens qui revoient les projets du conseil municipal et émettent leur avis. Ce mode de fonctionnement permet une meilleure rétroaction et un meilleur dialogue entre les élus et élues et la population. Que dire aussi de la décision de réserver une portion du budget de la Ville pour des projets citoyens. Shawinigan s’est d’ailleurs inspirée de cette idée nicolétaine, et

plus de villes devraient le faire ! Faisons en sorte que l’on n’ait plus besoin d’être 250 000 personnes dans les rues pour faire bouger les choses. Les outils existent, employons-les. 9

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

Tout le monde doit pouvoir réussir



Une mesure du plan économique

Un intervenant de plus par école primaire

Aider les enfants ayant des besoins particuliers est une priorité



ENSEMBLE  on fait avancer le Québec

Pour en savoir plus sur cette mesure notreplan.gouv.qc.ca

Québec 

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 3

De quoi se nourrit le boom économique au Québec ?



À quelques mois des élections provinciales, Philippe Couillard s'attribue le mérite de la bonne tenue de l'économie du Québec depuis 2017. On est en droit de s'interroger sur la profondeur et sur la durabilité de cette relance économique.

ALAIN DUMAS
ÉCONOMISTE

À première vue, les chiffres impressionnent. Le PIB (production globale) du Québec a enregistré une hausse de 3 % en 2017, soit deux fois plus qu'en 2016. Le taux de chômage est sous la barre des 6%; il est au-dessous du taux canadien.

Lorsqu'on analyse la situation de plus près, on constate que cette bonne performance repose en grande partie sur les dépenses de consommation des ménages, lesquelles ont peu d'effet durable sur l'économie. Les grands responsables de cette hausse sont les achats d'autos et d'appareils électroménagers qui ont connu des hausses respectives de 9 % et 23 %. La contrepartie de cette appa-

portent sur des produits importés, ce qui entraîne des sorties d'argent du Québec. Cela est d'autant plus vrai que les importations ont augmenté deux fois plus vite que les exportations, ce qui creuse encore plus notre déficit du commerce extérieur.

Si certains allèguent que les consommateurs québécois sont confiants, il reste que ces dépenses de consommation reposent sur des achats à crédit. Les dettes des ménages augmentent plus vite que leurs revenus. Et comme le taux d'endettement atteint un niveau record et que les taux d'intérêt sont repartis à la hausse, cette situation annonce des lendemains moins réjouissants.

D'autres se targuent de la tenue exceptionnelle du marché du travail,

cependant ils omettent d'examiner la situation de plus près. Une étude de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) montre que le taux de chômage réel est deux fois plus élevé que le taux de chômage officiel. Car la méthode de calcul du taux de chômage, qui n'a pas changé depuis 50 ans, ne tient pas compte des transformations sur le marché du travail, dont la montée des emplois temporaires et à temps partiel qui sous-estiment l'ampleur du sous-emploi réel.

UN SIMPLE RATTRAPAGE

Enfin, la hausse des investissements privés et des dépenses gouvernementales a aussi connu un bond en 2017. Mais cette hausse ne fait que compenser les deux années de sévère austérité budgétaire et de baisse de l'investissement productif

des entreprises. Soyons réalistes, le gouvernement du Québec ne fait que redistribuer les centaines de millions de dollars qu'il a amputés dans les services publics.

Cette reprise n'a rien d'exceptionnel, puisqu'elle s'appuie sur un rattrapage de dépenses pour la majorité des acteurs économiques. On ne peut donc pas parler d'une reprise durable.

Les données les plus récentes indiquent que l'économie a recommencé à ralentir depuis la fin de 2017. Toutes les prévisions économiques vont dans le sens d'un ralentissement en 2018. Les récentes baisses d'emplois tant au Québec qu'à l'échelle canadienne semblent confirmer un retournement de la situation. 9

CAP SUR L'INNOVATION SOCIALE

La Gazette de la Mauricie, en collaboration avec le *Pôle d'économie sociale Mauricie* et la *Caisse d'économie solidaire Desjardins*, vous présente la série *Cap sur l'innovation sociale*. Dans chacune de nos parutions d'ici juin 2018, nous mettrons en lumière un projet ou une initiative entrepreneuriale qui répondent de façon originale à un besoin de notre collectivité. Voici le septième de cette série de neuf articles qui accompagnent les capsules vidéo diffusées sur notre site *gazettemauricie.com*.



VÉLO-SMOOTHIES À SAINT-ALEXIS-DES-MONTS Bouger pour bien manger

Aux grands maux, les « petits » moyens ! Depuis mars 2017, la Municipalité de Saint-Alexis-des-Monts propose une idée simple, originale et ludique pour faire bouger, mais aussi bien manger les petits et grands. Il s'agit des vélo-smoothies, des bicyclettes adaptées pour produire des boissons saines aux fruits.

STEVEN ROY CULLEN

Selon une enquête de l'Institut de la statistique du Québec (Enquête québécoise sur la santé de la population, 2014-2015: pour en savoir plus sur la santé des Québécois), environ 49 % des Québécois et des Québécoises âgés de 15 ans et plus sont considérés « peu actifs » (19 %) ou « sédentaires » (30 %). Cette même étude précise qu'un peu plus de 41 % de la population québécoise consomme de manière régulière des

boissons sucrées (voir note). Chez les jeunes de 15 à 17 ans, cette proportion grimpe à près de 62 %.

Quand on connaît les effets sur la santé que peuvent induire l'inactivité et la consommation de boissons sucrées (ex. obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, caries dentaires), il n'est pas étonnant de voir naître différentes initiatives pour favoriser l'adoption de saines habitudes de vie au sein de la population et, en particulier, chez les plus jeunes.

L'EXPÉRIENCE DE SAINT-ALEXIS-DES-MONTS

À Saint-Alexis-des-Monts, la directrice des loisirs, du sport, de la culture et des communications, Andréanne Renaud, voyait dans les vélo-smoothies une occasion d'allier activité physique et saine alimentation. Inspirée par le regroupement Arthabaska-Érable en Forme lors d'un précédent emploi comme agente de développement pour Québec en forme en Mauricie, elle a proposé l'acquisition de vélo-smoothies aux élus de la municipalité.

Concrètement, les vélo-smoothies stationnaires sont montés sur un support pour permettre à la roue arrière de tourner dans le vide. Cette roue actionne un cylindre à la manière d'un engrenage qui à son tour fait virer les lames d'un malaxeur installé sur le porte-bagages. « Les jeunes ont du plaisir en faisant leur smoothie et après ils ont du plaisir à le déguster. En plus, c'est bon pour eux. », explique fièrement Andréanne.

La popularité des vélo-smoothies est indéniable. « Tout dépend de l'envergure des événements, mais habituellement on prévoit la quantité d'ingrédients pour 300 smoothies. À tous les événements auxquels nous avons participé avec les vélo-smoothies à ce jour, nous avons manqué d'ingrédients avant la fin de ceux-ci », poursuit-elle.

« L'initiative nous rend fiers. Présentement, les vélo-smoothies fonctionnent à plein régime. Dans tous les événements, les enfants et même les parents ont été enchantés. D'autres municipalités nous les ont loués pour leurs événements », souligne le maire Michel Bourassa.

Comme lors de la saison 2017, les vélo-smoothies se promèneront fort probablement dans la région mauricienne au cours de la saison 2018. Votre meilleure chance pour en essayer un demeure d'aller faire un tour à un des événements organisés par la Municipalité de Saint-Alexis-des-Monts.

- *Note : Une personne se classe dans la catégorie de consommation régulière si elle consomme:*
- un seul type de boissons sucrées régulièrement (soit au moins de « 2 à 6 fois par semaine »);
 - deux types de boissons dont une à une fréquence minimale de « 2 ou 3 fois par mois » et l'autre au moins « 1 fois par semaine »;
 - trois ou quatre types de boissons sucrées au moins « 2 ou 3 fois par mois ».



Le vélo-smoothie est une initiative originale et ludique mise de l'avant par la Municipalité de Saint-Alexis-des-Monts pour faire bouger, mais aussi bien manger les petits et grands.

VÉRIFICATION DES FAITS

92 % du contenu de nos bacs bleus recyclé



« Pourquoi trier à la maison, il y a des gens payés pour le faire ! » « De toute façon, la moitié du bac bleu est jetée à la dompe ! » Avec tous les oui-dire, avoir l'heure juste relève du défi. À l'aube du Jour de la Terre, rétablissons certains faits.

LAURÉANNE DANEAU
DIRECTRICE, ENVIRONNEMENT MAURICIE

Les mythes sont légion en matière de récupération (action de trier et de collecter) et de recyclage (donner une seconde vie à la matière). Alors que la Chine resserre ses critères concernant l'importation des matières récupérées, doit-on s'attendre à des problèmes de débouchés en Mauricie ? Selon Daniel Cassivi, directeur général de Groupe RCM, la région s'en sort très bien, mais peut faire mieux.

À QUOI BON TRIER À LA MAISON ?

En Mauricie, le centre de tri situé à Saint-Étienne-des-Grès emploie 93 personnes. Devant elles, le contenu des bacs bleus défile sur un tapis roulant, leur permettant ainsi de retirer les matières non recyclables. Pourquoi alors trier à la maison ? Parce qu'un bac de récupération contenant beaucoup de déchets complique le triage pour les employés et augmente les coûts de traitement (et vos taxes municipales). Le bac ne doit contenir que des imprimés, contenants et emballages.

La sécurité des travailleurs est également en cause. Un fil de fer ou une planche de bois clouée qui passe sur le tapis peut blesser les trieurs. De plus, ces matériaux doivent être rejetés alors qu'ils auraient pu être récupérés à l'écocentre. L'absence de triage à la maison contribue aussi à l'enfouissement de matières recyclables. Quand on emballe du métal, carton et papier dans des sacs de plastique noués, comme les trieurs n'ont pas le temps de défaire les sacs, ceux-ci sont rejetés.

Pour Sylvie Gamache de la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie, la qualité de cette gestion repose sur une responsabilité partagée par les différents intervenants. À l'étape de la conception des produits, l'utilisation de matériaux recyclés et d'un emballage minimal diminue la production de matières résiduelles. Les gouvernements, pour leur part, peuvent encourager la création de nouvelles filières de récupération et stimuler le marché par des mesures incitatives. Le but doit être le même pour tous : n'enfouir que le résidu ultime.

SECRÈTEMENT JETÉ OU RÉELLEMENT RECYCLÉ ?

Il est faux de prétendre que la moitié du contenu des bacs de récupération est jetée. En fait, 92 % de la matière est triée et expédiée à des recycleurs, selon Daniel Cassivi. De plus, avec l'investissement récent de 3,2 millions de dollars pour les équipements du centre de tri, la qualité des matières est améliorée, notamment du fait que le verre est retiré plus tôt dans le processus de triage, ce qui réduit la contamination des produits finaux.

Un changement de perception s'impose: les déchets sont des ressources payantes. L'usine Kruger à Trois-Rivières consomme 3,6 millions de tonnes de carton recyclé au lieu d'acheter du neuf. Soleno Recyclage, situé à Yamachiche, achète des résidus de plastique et les transforme en conduites d'eau. Ces pratiques doivent devenir la norme pour que les matières soient consommées en boucle plutôt qu'enfouies alors qu'elles ont encore une valeur.

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT : CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES PROJETS DE RÈGLEMENTS (JUSQU'À LA MI-AVRIL 2018)

Le 14 février 2018, débutait la consultation publique de 60 jours sur les 24 projets de règlements de la nouvelle Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Cette période de consultation publique vise à permettre aux clientèles visées de s'exprimer à l'égard de ces projets de règlements jusqu'à la mi-avril 2018.

www.mddelcc.gouv.qc.ca/lqe/autorisations/feuille-info20180214.pdf

On investit votre argent dans

l'économie sociale,

PAS dans un paradis fiscal

Le Temps d'une Pinte

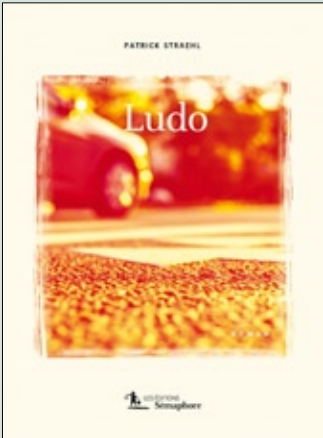
CAISSE. D'ÉCONOMIE. SOLIDAIRE.

Crédit: Étienne Boisvert

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 5

LES SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES

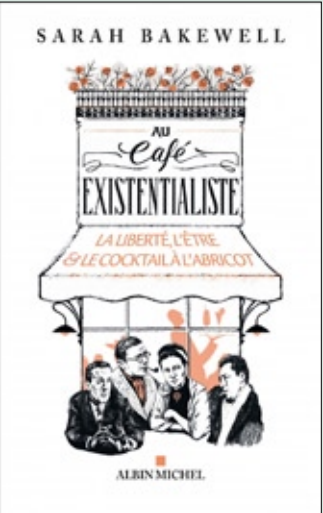
AUDREY MARTEL, LIBRAIRE, LIBRAIRIE L'EXÈDRE



LUDO
Patrick Straehl, Éditions Sémaphore
C'est sous forme de témoignage prenant des allures de confession que se développe *Ludo*, le roman de Patrick Straehl. S'adressant à son psy, une jeune femme dans la vingtaine narre le drame qu'a vécu sa famille alors qu'elle n'avait que dix ans. Lors d'une chaude journée d'été, sa mère et elle ont oublié *Ludo*, le petit frère sur la banquette arrière. La culpabilité de la grande sœur qui aurait dû palier à l'étourderie de sa mère prendra finalement un tout autre tournant au fil de ce récit court, mais percutant, écrit en vers libre.



LA SOUPE AUX LENTILLES
Carole Tremblay (illustrations par Maureen Poignonec), La courte échelle
« Mange ta soupe! » - cette phrase, que les parents ont l'impression de répéter trop souvent à leurs petits - devient le point de départ d'une histoire qui prendra presque l'allure d'un documentaire, dans *La soupe aux lentilles* de Carole Tremblay. Les illustrations délicates et rigolotes sont une invitation à la curiosité et à l'imagination, qui peuvent prendre source dans toutes les petites choses du quotidien. Un coup de cœur !



AU CAFÉ EXISTENTIALISTE
Sarah Bakewell, Albin Michel
Nous avons découvert l'auteure Sarah Bakewell avec *Comment vivre: une vie de Montaigne en vingt tentatives de réponse*, un livre fascinant, à la frontière de l'essai philosophique et de la biographie. C'est donc avec plaisir qu'on la retrouve à nouveau avec *Au café existentialiste*. L'auteure conserve la même formule, entremêlant biographie, réflexion personnelle et questionnement philosophique en se penchant cette fois sur l'influence des existentialistes dont Jean-Paul Sartre sera la figure de proue. Une étude rigoureuse qui se lit comme un roman !



L'Exèdre, librairie
910, boul. St-Maurice
Trois-Rivières
Tél. : 373-0202
www.exedre.ca

Changer le monde, une œuvre à la fois

Finaliste plus d'une fois au gala des Grands prix culturels de la Ville de Trois-Rivières et une fois aux prix Arts excellence de Culture Mauricie, l'initiative *Change le monde, une œuvre à la fois* n'a rien à envier aux autres lauréats.

LUC DRAPEAU

Depuis la naissance du projet, *Change le monde, une œuvre à la fois* n'a cessé de croître avec l'ajout de partenaires et de participants. « C'est le pouvoir de l'art. Quand tu lies l'art et l'éducation dans le but de créer une réflexion sur la société, ça fait un beau mélange », se réjouit Richard Grenier du Comité de Solidarité/ Trois-Rivières (CS3R), qui coordonne le projet par l'intermédiaire du Réseau In-Terre-Actif et en collaboration avec l'artiste mauricien Javier Escamilla.

POINT CULMINANT DU PARCOURS

L'initiative du Réseau In-Terre-Actif, dont l'édition en cours culminera au Musée de culture populaire du 10 au 29 avril avec un vernissage et une exposition des œuvres retenues, saura assurément vous révéler tout le chemin parcouru par les personnes participantes et vous faire connaître leur vision du monde. Évidemment, réduire l'ampleur du projet à ces trois semaines d'exposition ne témoigne pas de tout le processus vécu, de l'apprentissage au perfectionnement de l'œuvre, par tous les acteurs aux différents stades du projet.

UNE PRISE DE PAROLE AFFIRMÉE

Dans les milieux ayant contribué à l'œuvre (écoles secondaires, maisons de jeunes et organismes communautaires), les participantes et participants se sont appliqués à exprimer à travers l'art, avec l'accompagnement dont ils ont profité, la vision qu'ils ont du monde et ce qu'ils proposent d'en changer. « Toujours, il y a une façon de dénoncer, de faire remarquer et à la fois de proposer », confie l'artiste accompagnateur Javier Escamilla dans une capsule vidéo.

Si la première étape du projet avait comme objectif d'affiner l'ensemble des propositions afin de les transmettre de façon limpide, la suite consiste à

en assurer la pérennité et à veiller à ce que la réflexion amorcée obtienne une réception plus large : « De huit lieux de diffusion (commerces et institutions) il y a trois ans, nous en aurons au moins seize cette année », affirme Richard Grenier, qui espère voir émerger, dans un futur rapproché, un circuit d'art engagé à Trois Rivières et dans la région. Fier du succès de l'initiative jusqu'à maintenant, tant de sa présence lors de grands congrès passés et présents, dont celui de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), que des expositions itinérantes qui continuent de susciter l'intérêt, le CS3R vise maintenant à développer des partenariats internationaux. Fort d'une expérience déjà acquise par les différents intervenants du Comité de Solidarité, Richard Grenier entrevoit favorablement l'avenir : « Il existe des projets similaires à l'étranger. On essaie de se mettre en lien avec ça. Peut-être qu'un jour ça va déboucher sur des expos à saveur internationale ».

LA CULTURE QUI TRANSFORME LE MONDE

Heureux des petits miracles que l'équipe arrive à faire avec des budgets fort modestes, le coordonnateur répond franchement « qu'un peu plus de sous » et de reconnaissance seraient certainement bénéfiques.

Change le monde, une œuvre à la fois nous rappelle en dernier lieu l'importance de soutenir les initiatives artistiques qui contribuent au bien-être des individus et des communautés, tant dans leur réalisation que dans leur rayonnement. Après tout, comme le disait Narcisse Slam dans une capsule Web très pertinente : « C'est ainsi à l'identique depuis Rome, Athènes et l'Égypte antique, et sans souci de rentabilisation : la culture est ce qui transforme une société... en civilisation ». 📺





En semaine, dès 6 h,

Yanick vous accompagne

pour bien débiter la journée!



Robert Aubin

Député de Trois-Rivières

214, rue Bonaventure, Trois-Rivières, QC G9A 2B1
robert.aubin@parl.gc.ca

819 371-5901

@RobertAubinNPD
/robertaubin.deputenpdtr

Poutine : qui a peur du grand méchant loup ?

Vladimir Poutine a été réélu, sans surprise, le 18 mars dernier, pour son quatrième mandat. Son élection en tant que telle n'était pas, à juste titre, considérée comme un enjeu et le président russe ne s'est d'ailleurs pas, ou peu, embarrassé de faire campagne. Il est parvenu à obtenir un plébiscite certain de la population, puisque 67% de la population s'est rendue aux urnes et 76,66 % des suffrages exprimés étaient en faveur de Vladimir Poutine. Les résultats ne nous disent cependant rien des fraudes, des pressions, de la propagande et de la désinformation nécessaires à ce score.

ALICE GRINAND

Pourtant, malgré les 18 ans de « cohabitation », il semblerait que les puissances occidentales aient du mal à cerner ce personnage, peut-être parce qu'elles cherchent à le lire avec leurs propres codes, alors que celui-ci, justement, les récuse. Il semble en effet que Poutine se voit comme l'un des pôles de résistance face à l'impérialisme qu'incarne l'Occident, les États-Unis en tête, toujours à la recherche des meilleurs moyens d'exporter son modèle démocratique et ses « valeurs universelles ». Pour mieux comprendre la logique stratégique qui anime la Russie sur le plan international, on pourrait dire qu'elle cherche, bien davantage que les États-Unis, à défendre un monde multilatéral, plutôt que global.

Derrière les beaux discours, il faut aussi prendre en considération les intérêts économiques et militaires. Ceux-là mêmes que les Occidentaux cherchent tout autant à défendre sur la scène internationale. D'un côté comme de l'autre, l'argent, semble-t-il, n'a pas d'odeur. Car si on accuse souvent Vladimir Poutine de constituer une menace, reste à savoir si la stratégie de défense de Moscou est plus offensive que défensive. Par le truchement de l'OTAN, les États-Unis, chef de file de l'Occident, mènent une politique d'expansion de leur



Au-delà de la rhétorique habituelle autour de la « menace » que représente la Russie, que savons-nous vraiment des intentions qui habitent la stratégie de Vladimir Poutine sur la scène internationale?

influence politique, économique et militaire, jusqu'aux frontières de la Russie. Pologne, Lettonie, Lituanie, Estonie étant maintenant membres de l'OTAN, faut-il s'étonner que la Russie ait vu comme une menace insupportable le rapprochement ukrainien avec l'OTAN ?

À l'inverse, est-ce légitime pour les États-Unis de

considérer Moscou comme une menace? Le Canada ou le Mexique ne s'acoquinent pas avec « la menace rouge » qu'incarne Moscou aux yeux de Washington. En outre, il est peu probable que la Russie ait les moyens, tant militaires que financiers, de gagner sur le terrain militaire, tant la supériorité des États-Unis paraît évidente, entretenue

notamment par des investissements massifs.

Une chose est sûre concernant Poutine, d'un point de vue occidental: il est désarçonnant, et rien ne semble surprenant venant de sa part. C'est peut-être ce qui fait de lui notre meilleur ennemi, et donc le meilleur ami de nos budgets militaires. ☒

DISCOURS DE POUTINE

Poutine base ainsi son discours sur le respect de la souveraineté des États, et se veut défenseur des principes de non-ingérence, d'intégrité territoriale ou encore du libre arbitre quant au système politico-économique. Ainsi, on l'a vu dénoncer l'instrumentalisation de la « responsabilité de protéger » qui a justifié l'intervention militaire et la chute de Kadhafi en Libye. De même, il a dénoncé le soutien étranger (États-Unis, Turquie, Arabie Saoudite, etc.) à des mouvements rebelles opposés au régime « légitime » en Syrie et affirmé en conséquence son soutien à Bachar Al-Assad.

Pourtant, on pourrait contre-arguer qu'il a bel et bien soutenu le « camp » des rebelles en ce qui concerne la Crimée, cette région annexée par la Russie en 2014, auparavant dans le giron ukrainien. Son argumentaire se basait alors sur le droit des peuples à l'autodétermination, le peuple de Crimée s'étant, aux yeux de Moscou, exprimé lors d'un référendum, non reconnu par les puissances occidentales.

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



GÉOGRAPHIE 101



LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES DE LA RUSSIE

L'un des piliers de l'économie russe est constitué par son secteur énergétique : son territoire regorge en effet de ressources énergétiques telles que le pétrole et le gaz naturel. Pourvoyeur non négligeable d'emplois dans le pays, la production et l'exportation des hydrocarbures contribuent largement aux recettes budgétaires de l'État russe. La chute du prix du pétrole a par exemple largement influencé la contraction du PIB russe en 2015. Le secteur énergétique est ainsi essentiel pour Moscou, tant sur la scène internationale que nationale. À l'intérieur du pays, l'énergie, et notamment son accessibilité, remplit un rôle socioéconomique, tandis que les enjeux économiques relatifs au pétrole et au gaz ont un poids considérable sur ses relations internationales, notamment vis-à-vis de l'Europe.

Production mondiale de pétrole : (2 ^e producteur mondial)	12,6 %
Production mondiale de gaz naturel : (2 ^e producteur mondial)	17,8 %
Recettes budgétaires provenant des hydrocarbures :	36 %
Part du gaz naturel européen provenant de Russie :	70 %
Part des exportations russes de gaz naturel vers l'Europe :	75 %
Part des exportations russes de pétrole vers l'Europe :	60 %

CRÉDIT IMAGE : WIKIMÉDIA COMMONS



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension, c'est contagieux!



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

INÉGALITÉS: QUELQUES MYTHES À DÉCONSTRUIRE

C'est une réalité qui devient plus criante chaque année: les disparités de revenus se creusent toujours plus. En 2017, alors qu'une nouvelle personne devenait milliardaire tous les 2 jours, les 82 % des richesses créées restaient dans les poches du 1 % le plus riche de la population.

Il a pourtant été démontré que les inégalités nuisent à toutes et tous dans la société. Sentiment de confiance, longévité, taux d'incarcération, taux d'homicides, voire même empreinte environnementale, les inégalités tirent tous ces indicateurs vers le bas! Voyons voir quelques croyances sur les inégalités qui ont la vie dure.

Mythe #1 : « L'ultra-richesse récompense le mérite »

FAUX: les ultra-riches bénéficient d'un système qui exploite les inégalités.

2/3 de la fortune des milliardaires seraient le résultat d'héritages, de monopoles et de situations de connivence.

Dans les deux prochaines décennies, **500** personnes parmi les plus riches au monde transmettront plus de **2 100 milliards** de dollars à leurs héritiers, cela représente plus que le PIB de l'Inde! Et il n'est pas impossible que le tiers restant n'ait pas profité d'un système avantageux pour lui: connivence, emplois de misère ou paradis fiscal...

MÉRITE ?

HÉRITAGES,
MONOPOLES ET
SITUATIONS DE
CONNIVENCE

Mythe #4 : les inégalités, ça ne concerne pas le Québec!

FAUX: Les inégalités nous concernent aussi au Québec.

Les **50 %** les plus pauvres de la population

Se partagent **7 %** des richesses

Pendant que les **10 %** les plus riches

Se partagent **43,4 %** des richesses

En 2013, le PDG de Couche-Tard gagnait **400 fois** plus que ses employé-e-s.

Mythe #2 : « les femmes sont plus touchées par les inégalités »

VRAI - les femmes sont les premières victimes des inégalités.

9 MILLIARDAIRES SUR 10 SONT DES HOMMES.

Pendant que les milliardaires, à **90 %** des hommes, ont vu leur manne augmenter de 762 milliards de dollars en un an, les femmes ont réalisé l'équivalent de 10 000 milliards de dollars en travail invisible, non rémunéré et essentiel au maintien de l'économie globale.

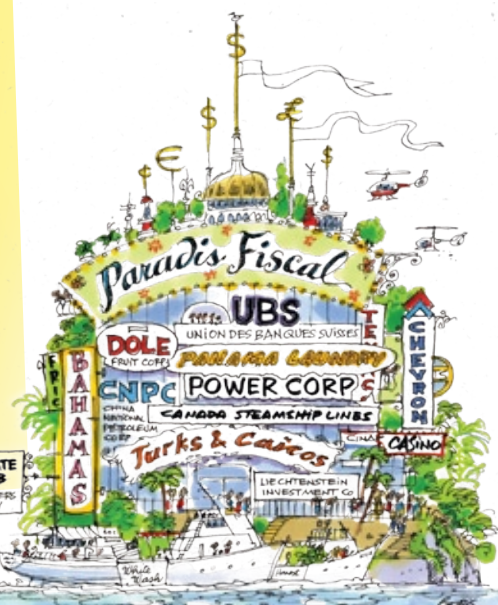


Mythe #5 : « Nous pouvons agir pour lutter contre les inégalités. »

VRAI : de nombreuses mesures pourraient être prises par nos gouvernements.

7600 MILLIARDS DE DOLLARS
Dissimulés dans les paradis fiscaux

Les solutions sont très nombreuses, mais elles nécessitent toutes d'admettre que les inégalités ne sont pas une fatalité, mais bien le résultat de décisions politiques les favorisant. Par exemple, en s'engageant contre les paradis fiscaux, les gouvernements de ce monde pourraient récupérer 7600 milliards de dollars, que les grandes fortunes dissimulent aux autorités fiscales... un sacré pactole!



Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org



AGISSONS!

Mettons fin à l'ère des paradis fiscaux :

Signez la pétition d'Oxfam Québec actions.oxfam.org/quebec

Pour en savoir plus : - Oxfam - Institut du Nouveau monde

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

Prendre la route pour ailleurs, en rêvant de meilleurs lendemains, c'est en général ce qui pousse les personnes à émigrer. Les parcours de vie des migrant-e-s sont toutefois très hétérogènes. Au Québec, ce sont chaque année quelque 50 000 personnes que nous accueillons ainsi. En 2016, sur 10 nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes, 4 personnes provenaient d'Asie, près de 3 étaient Africaines, tandis que les 3 autres étaient soit Européennes, soit des Amériques. De ce nombre, 17,5% ont le statut de réfugié, tandis que plus de la moitié s'inscrivent dans la catégorie de migration économique : la plupart des nouveaux arrivants et nouvelles arrivantes viennent ici en raison des perspectives d'emploi qui leur sont offertes.



Accueillir les nouveaux arrivants en Mauricie, une histoire d'inclusion

ALICE GRINAND

C'est la migration économique qui est majoritaire au Québec cela n'est pas le résultat du hasard : l'immigration y est choisie et résulte de décisions politiques visant notamment à combler le déficit démographique lié à un taux de natalité en berne et ainsi palier au déficit de main-d'œuvre.

Pourtant, les obstacles à l'insertion professionnelle de ces nouveaux venus sont nombreux. Ainsi, après avoir quitté leur pays parfois contre vents et

marées, ils et elles se retrouvent à devoir affronter des difficultés pas toujours envisagées lors du départ. (voir article plus bas et à la page 11)

Premier élément d'intégration, et pas des moindres, la francisation. Sur l'ensemble des personnes arrivées au Québec en 2016, presque la moitié déclarait connaître le français. Pour l'autre moitié, ils et elles doivent se retrousser les manches pour apprendre la langue de Molière. Mais comment se consacrer pleinement à cet apprentissage exigeant alors

que la tête est déjà embuée des 1000 choses à penser : les proches qui sont désormais loin (et parfois dans des contextes difficiles, comme la guerre), les méandres administratifs, les difficultés financières, etc. ? (voir articles en pages 12)

Une fois la langue française apprivoisée, d'autres écueils se font jour pour intégrer pleinement le marché du travail. Pour preuve, le chômage touche davantage les immigré-e-s et près de la moitié d'entre eux se trouvent en situation de surqualification.

La reconnaissance des acquis pour faire valoir sur le marché québécois ses compétences, parfois acquises grâce à des diplômes prestigieux et une expérience professionnelle exceptionnelle, n'est pas mince affaire. (voir article en page 11)

Bien que la liberté de circulation soit consacrée par la Déclaration universelle des droits de l'Homme, la façon dont elle s'exerce est symptomatique des inégalités sociales, voire les amplifie. Car entre le jeune citoyen

occidental pour qui voyager d'un continent à l'autre est devenu banal, voire source d'épanouissement sinon marque de conformisme social, et la famille qui fuit, pour une question de survie, un pays dévasté par la guerre, et qui ne sait pas si elle reverra un jour sa maison, cette mobilité ne prend pas le même sens. Car la migration peut être plus ou moins volontaire, plus ou moins subie. Si le statut de réfugié ne laisse que peu de doute sur l'impératif du départ, qu'en est-il de la migration économique ?

Immigrer au Québec, une affaire de détermination

Venir au Canada comme travailleur qualifié n'est pas une mince affaire. Les démarches peuvent être longues, très longues. Lumière sur le parcours d'un nouvel arrivant qualifié au Québec.

CAROL-ANN BILODEAU

SANA TROIS-RIVIÈRES

Les demandes des étrangers souhaitant immigrer au Canada sont évaluées selon un système de pointage. Celui-ci prend en compte différents facteurs tels que le niveau de scolarité, la maîtrise d'une des deux langues officielles, le domaine d'étude ou encore le statut parental du requérant. Plus le score obtenu est élevé, plus les chances d'être sélectionné sont grandes. Des entrevues sont ensuite faites avec les personnes pouvant potentiellement être admises au Canada afin de s'assurer du sérieux de leur démarche. Ces personnes devront également fournir un rapport de police et se soumettre à des examens médicaux.

Comme le Québec fait lui-même la sélection des immigrants souhaitant s'établir sur son territoire, les personnes voulant venir ici doivent également faire la demande d'un certificat de sélection du Québec et satisfaire aux exigences de la province. Les immigrants indépendants sont seuls responsables d'assumer les coûts des démarches et des billets d'avion.

Une fois arrivés au Québec, leur fardeau financier ne s'allège pas. Ils doivent prévoir un budget suffisant pour survivre, puisqu'ils ne peuvent recevoir aucune aide financière. Il faut considérer plusieurs choses : transport jusqu'à Trois-Rivières, coût de la chambre d'hôtel les premiers jours, du logement, des meubles, de l'électricité, de l'épicerie, matériel scolaire

pour les enfants, demande d'évaluation comparative ou de reconnaissance des acquis et autres dépenses connexes. Ils doivent également prévoir une assurance privée pour les trois premiers mois, car ils ne seront pas admissibles au régime d'assurance maladie du Québec.

Les travailleurs qualifiés sélectionnés par le Québec ne veulent qu'une chose : commencer à travailler rapidement. Par ailleurs, plusieurs immigrants nous ont confié avoir pris la décision de venir au Québec à la suite d'une rencontre avec des recruteurs ayant comme mission d'attirer de la main-d'œuvre qualifiée afin de pallier les manques que nous pouvons observer ici.

Il est impossible pour un immigrant d'amorcer le processus

de reconnaissance des acquis à l'étranger, car il doit avoir la résidence permanente pour présenter une demande. Il peut cependant déposer une demande d'évaluation comparative des diplômes, pour déterminer comment les études qu'il a effectuées se comparent à celles du Québec. Par contre, cette évaluation ne crée aucune obligation pour les ordres professionnels ou les employeurs puisque, selon le site d'Immigration Québec, elle n'est ni un diplôme ni une reconnaissance des acquis. La reconnaissance des acquis, pour sa part, permet à une personne d'obtenir un diplôme québécois. Il appartient à chaque institution d'évaluer les cours ayant été faits à l'étranger et de déterminer lesquels seront reconnus. Le nouvel arrivant devra fort

probablement retourner sur les bancs d'école. Sur son site, l'UQTR affirme que l'université ne peut délivrer de diplômes sur simple reconnaissance des acquis. Ainsi, pour un baccalauréat de 90 crédits, un maximum de 60 crédits peuvent être reconnus.

La lourdeur des démarches, dans un contexte financier qui peut s'avérer difficile, pousse parfois l'immigrant à se réorienter alors qu'ironiquement, au départ, il avait été sélectionné en raison de ses compétences. Il est donc important que le nouvel arrivant se prépare adéquatement avant de quitter son pays. Mis ensemble, les compétences et les talents de chacun, immigrants comme Québécois, enrichiront le Québec.

Laila Amrani, une ORL trifluvienne reconnue...enfin!



Lorsque l'on aborde la question de l'immigration, le sujet qui provoque les plus vifs débats au sein de notre société est celui de l'emploi. Contrairement à ce que certains croient, le processus de reconnaissance des acquis professionnels est souvent semé d'embûches pour les nouveaux arrivants.

MAGALI BOISVERT

Nous remercions Mme Laila Amrani, otorhinolaryngologiste (ORL) à Trois-Rivières, qui a gracieusement accepté de répondre à nos questions afin de nous permettre d'illustrer concrètement les difficultés que doivent surmonter les nouveaux venus pour obtenir le droit d'exercer leur profession au Canada.

Au moment de quitter le Maroc, Mme Amrani possède une feuille de route assez impressionnante : mère de cinq enfants et titulaire d'un doctorat en médecine avec spécialisation en oto-rhino-laryngologie, elle compte plusieurs années de pratique à titre d'ORL et en tant que médecin de famille en plus de participer bénévolement en tant qu'ORL aux activités de l'association SOS Villages d'Enfants.

Je trouve amusant que les patients me posent encore la question de quelle nationalité je suis, alors je réponds que je suis «Canadienne d'origine marocaine»

Pourquoi décide-t-elle, avec sa famille, de venir au Canada? « Il y a plusieurs raisons, mais la principale est que je voulais que mes enfants grandissent dans un beau pays où les droits de l'Homme sont respectés, notamment suite aux événements du 11 septembre 2001 », nous confie-t-elle. Elle communique alors avec le Collège des Médecins du Québec (CMQ), qui l'informe des étapes à suivre pour obtenir le droit de pratiquer en sol québécois. « Après une visite au Québec, nous avons fait la demande officielle d'immigration pour toute la famille en 2001. Je ne pensais pas que la reconnaissance de mon diplôme allait prendre 8 ans », souligne-t-elle.

Arrivée en terre québécoise le 15 décembre 2006, la petite famille a droit à deux cadeaux de bienvenue inattendus: un Noël sans neige et une décision du CMQ qui indique à Mme Amrani que, après toutes ces démarches, son diplôme n'est pas reconnu comme étant équivalent et qu'elle ne pourra pas pratiquer.

La famille décide alors de déménager à Vancouver avec l'espoir d'y trouver des conditions plus clémentes. C'est là qu'à sa grande surprise Mme Amrani apprend du CMQ en 2007 qu'elle peut avoir droit à un permis restrictif qu'elle n'obtiendra qu'en juin 2010, après avoir rapatrié la marmaille à Trois-Rivières et suivi une panoplie de stages nécessitant plus d'un an d'allers-retours entre Montréal et Trois-Rivières.

Mme Amrani est, selon le site *Rate my doctor*, l'une des ORL les plus appréciées de la région. Ses clients ne tarissent pas d'éloges à son égard, même si elle-même reste très humble. « Les gens sont chaleureux et je me suis fait beaucoup d'amis au fil des ans. Je trouve amusant que les patients me posent encore la question de quelle nationalité je suis, alors je réponds que je suis «Canadienne d'origine marocaine»

Cependant, elle déplore le nombre d'immigrants surqualifiés qui ne parviennent pas à se tailler une place au Canada : « Je trouve désolant que, par exemple, lorsque nous étions en Colombie Britannique, la plupart des chauffeurs de taxi étaient des cardiologues, des chirurgiens, pédiatres et même des ingénieurs et professeurs immigrants, formés à l'étranger qui ont fait ce qu'ils avaient à faire pour subvenir aux besoins de leur famille. » Bien que l'inclusion reste souvent difficile pour les immigrants, Laila reste optimiste et espère voir les gouvernements adopter de nouvelles mesures visant à leur faciliter la tâche. 📺



CRÉDITS : SAMYA LEMRIN

Leila Amrani a dû patienter plusieurs années avant de pouvoir pratiquer la médecine au Québec, et ce, même si elle rencontrait tous les critères. La voici avec sa fille Samya.



**GROUPE
rcm**

COLLECTE, TRI
ET DÉCHIQUETAGE

549, rue du Père-Daniel
Trois-Rivières
819 693-6463
www.groupercm.com

En cette période d'impôts qui génère une multitude de documents confidentiels qui devront éventuellement être détruits, faites confiance à l'équipe du Groupe RCM pour un service rapide, en plus d'une destruction en toute sécurité.

Une présence toujours active

SYNDICAT DES CHARGÉS DE COURS UQTR

Syndicat.Charge.Cours@UQTR.Ca - www.SCFP2661.Org
C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7
(819) 376-5044



SCC
UQTR
FTQ
SCFP 2061

LA GAZETTE DE LA MAURICIE • 11

La francisation : un apprentissage entre linguistique et affectivité



Le dernier budget du gouvernement fédéral octroie 112 millions \$ de plus au Québec pour les services d'intégration et de francisation des nouveaux arrivants et des réfugiés. Au cœur de ces services, les formations en langue seconde et les agents d'intégration qui veillent à l'épanouissement de chacun dans sa communauté d'accueil. Dans le cadre de ce dossier sur les « Histoires d'inclusion » des nouveaux arrivants, *La Gazette* a choisi de se pencher sur les enjeux quotidiens et humains que soulèvent les cours de francisation.

LOUIS-SERGE GILL

Pour un nouvel arrivant ou un réfugié, la barrière de la langue peut avoir un impact plus ou moins grand sur son intégration. Ainsi, comme l'évoque Alexandre Mercier, formateur en francisation, l'aspect phonétique, les sons produits dans un échange, constitue le premier défi de taille. En effet, nombre des sons utilisés en français ne se retrouvent pas dans les autres langues. « Ensuite, un autre défi serait la syntaxe. Encore une fois, la syntaxe est différente d'une langue à l'autre, comme de l'arabe à notre langue », précise-t-il.

L'apprentissage d'une nouvelle langue n'est bien sûr pas l'unique défi auquel sont

confrontés les apprenants. Tant M. Mercier qu'une autre répondante, ancienne formatrice en langue seconde, abondent dans le même sens : l'aspect affectif occupe souvent l'avant-scène. « Les nouveaux arrivants arrivent en classe la tête encore dans leurs valises et le cœur dans l'avion. Ils n'ont pas encore les deux pieds sur terre qu'on leur demande de se concentrer huit heures par jour, malgré leur cellulaire qui leur rappelle les bombes qui tombent, leur famille qui attend dans un pays en guerre, les papiers à remplir, la course pour arriver à l'heure, la garderie et l'école des nombreux enfants, les rendez-vous médicaux, le nouveau rythme de vie, le manque d'argent... », soulignent-ils. Ainsi, la conciliation entre la vie de famille, le travail et

les cours de francisation, de même que le déracinement occasionné parfois par des conditions difficiles (criminalité, guerre, etc.), rendent l'apprentissage complexe, voire improbable dans certains cas.

Le travail de formateur en langue seconde présente donc des défis de toutes sortes et les enseignants sont souvent appelés à s'éloigner de leurs tâches principales comme le souligne Marie-Mathilde Tessier, ancienne formatrice auprès de jeunes nouveaux arrivants à Montréal. « Nous sommes souvent leur premier contact, alors ils se sentent à l'aise de nous raconter toutes sortes de choses, de nous poser des questions, de nous raconter leurs inquiétudes. En rencontres

de parents, souvent, on entend des histoires qui peuvent être très tristes. Et puis, avec les petits, c'est comme les classes de primaire régulières, la majorité des choses que l'on fait quotidiennement déborde de nos fonctions principales », affirme-t-elle. À échelle humaine, le travail de formateur en langue seconde, tout comme celui d'agent d'intégration, s'avère un travail de première ligne. Ces formateurs aident non seulement de nouveaux arrivants à mieux comprendre et parler la langue de leur pays d'accueil, mais ils créent aussi de véritables ponts entre deux cultures. 9

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

La Mauricie bien pourvue pour accueillir les nouveaux arrivants

Que ce soit de Champlain à Maskinongé ou de Nicolet à La Tuque, divers organismes et associations se dévouent pour répondre aux besoins criants des immigrants et réfugiés dès leur arrivée dans la région. Certains services sont même offerts 24 heures par jour pour garantir un suivi et faciliter l'intégration et l'inclusion de ces derniers dans notre communauté régionale.

ÉLIANE LANDRY PROTEAU

Presque toutes les municipalités de la grande région de la Mauricie disposent en 2018 de services pour l'accueil de nouveaux arrivants. Alors que Trois-Rivières, Shawinigan et la MRC de Maskinongé ont un Service d'accueil des nouveaux arrivants (SANA) dédié, La Tuque, Nicolet et la MRC de Mékinac offrent un soutien par l'intermédiaire de l'organisme Place aux jeunes en région. Tout en ayant pour mission de « favoriser la migration, l'établissement et le maintien des jeunes diplômés âgés de 18 à 35 ans en région », cet organisme accueille à l'occasion des immigrants n'appartenant pas à cette catégorie

d'âge. Que ce soit pour l'apprentissage de la langue française, la recherche d'un emploi, d'un logement ou d'une école ou pour toute autre nécessité, ces organisations offrent un soutien inestimable aux nouveaux membres de la communauté.

DES RÉSULTATS ÉLOQUENTS

Les résultats obtenus par ces organisations témoignent de leur efficacité. Par exemple, tous les nouveaux arrivants accueillis par le SANA Shawinigan sont assurés d'un emploi avant même de toucher le sol shawiniganais, et ce, grâce, entre autres, à la campagne *Shawinigan, carrément Panda!*, qui vise notamment à sensibiliser les citoyens, les commerces, les employeurs et les

partenaires locaux à l'importance de faire preuve d'ouverture. Depuis 2015, plus de 300 personnes ont été accueillies par le SANA Shawinigan. De son côté, depuis sa fondation en 2007, le SANA Maskinongé a permis à plus de 600 nouveaux arrivants, provenant de 45 pays, de s'intégrer aux communautés locales de manière permanente. À ce nombre s'ajoute annuellement une centaine de personnes disposant d'un statut temporaire saisonnier récurrent et environ 200 personnes avec un statut temporaire (1 ou 2 ans). L'intégration de ces nouveaux arrivants est rendue possible grâce entre autres au maillage effectué entre eux et les grandes industries agroalimentaires de la MRC.

LE FRANÇAIS DANS TOUT CELA

Que ce soit en partenariat avec les établissements scolaires ou par le biais d'organismes et d'entreprises, des cours en groupes et des sessions de formation sont offerts aux nouveaux arrivants pour leur permettre d'apprendre le français. De plus, certaines organisations, telle la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie par le biais du programme Allo-Franco, procèdent au jumelage des nouveaux arrivants avec des francophones afin de faciliter leur apprentissage de la langue. 9

POUR EN SAVOIR PLUS :
ssjbmauricie.qc.ca/la-langue-francaise



VISITES DE BRASSERIE

LES SAMEDIS ET DIMANCHES
D'AVRIL À SEPTEMBRE
ENTRE 13H ET 16H



CHEZ NOUS, ON ÉLÈVE LA BIÈRE, ON CULTIVE DE LA LEVURE ET ON PRODUIT DE LA CULTURE !



PROCHAINEMENT EN SPECTACLE

AU SALON WABASSO DE LA SHOP
DU TROU DU DIABLE
300 - 1250, AV. DE LA STATION, SHAWINIGAN

VENDREDI 6 AVRIL 2018 GALAXIE + LOUIS-PHILIPPE GINGRAS	SAMEDI 5 MAI 2018 LET IT BEATLES
VENDREDI 20 AVRIL 2018 KEITH KOUNA + GAZOLINE	VENDREDI 12 MAI 2018 SALLY FOLK
VENDREDI 28 AVRIL 2018 PONCTUATION + IDALG	DIMANCHE 20 MAI 2018 AUGURY + UNBEING + STRIGAMPIRE

TROUDUDIABLE.COM/EVENEMENTS

FORFAITS SOUPER + HÉBERGEMENT

À PARTIR DE **73\$50** PAR PERSONNE,
EN OCCUPATION DOUBLE,
TAXES EN SUS.

TROUDUDIABLE.COM/TOURISME



LE TROUDUDIABLE

BROUE PUB ET RESTAURANT
412, AVENUE WILLOW, SHAWINIGAN / 819 537-9151

Employé immigrant cherche employeur

Jeudi après-midi. Le téléphone sonne à Stratégie Carrière. « Je suis embauché! », annonce José (nom fictif) d'un ton très enjoué. C'est qu'il a dû travailler fort pour se trouver un emploi, et il n'est pas le seul à vivre cette situation.

CARLOS RUIZ ET CAROLANE BABINEAU
STRATÉGIE CARRIÈRE

Après avoir mis pied au Québec, José a dû apprendre à vivre de nouveau. Autre culture, nourriture différente, nouvelle langue et des -25 °C en hiver, entre autres. Au moment de se chercher un emploi, il s'est rapidement rendu compte qu'il avait besoin d'aide pour se retrouver dans notre culture du travail nord-américaine.

Imaginez vous chercher un emploi quand votre CV sort des normes habituelles, parce qu'on y trouve notamment une photo de vous et votre état matrimonial, et qu'en plus, votre non verbal en entrevue vous trahit. Voilà quelques-unes des adaptations qu'une personne immigrante

doit vivre. Heureusement, il existe des programmes qui leur permettent d'acquérir les outils et les connaissances nécessaires à la recherche d'emploi.

Après avoir mis pied au Québec, José a dû apprendre à vivre de nouveau. Autre culture, nourriture différente, nouvelle langue et des -25 °C en hiver.

À son arrivée à Stratégie Carrière, José a assisté à un séminaire sur le marché de l'emploi afin d'obtenir l'information essentielle à sa recherche d'emploi. Il s'est ensuite mis en action avec une conseillère en emploi qui encadrait sa recherche, pendant que des relationnistes à l'emploi le mettaient en contact avec des

employeurs de la région. Après quelques dépôts de candidature, le savoir-faire de José a séduit une entreprise locale qui lui a offert un emploi en programmation informatique, un domaine où les besoins en main-d'œuvre sont criants.

Entre-temps, sa conjointe, qui voulait aussi trouver un premier boulot au Québec, ne souhaitait plus travailler dans le même domaine que dans son pays d'origine. Elle a suivi un programme pour se préparer à l'emploi, tout en prenant conscience de ce qu'elle voulait vraiment et en découvrant les particularités de la culture au Québec.

Pour leurs enfants, il s'agissait également d'un grand défi. Leur aîné était démotivé en raison des grands changements qu'il a vécus. Il a été accompagné sur le plan

personnel dans un programme de mobilisation et d'adaptation psychologique. Il commencera des démarches d'emploi dès qu'il sera prêt. Son frère, le cadet de la famille, s'est impliqué dans un programme de groupe pour les jeunes immigrants où il pouvait partager avec des gens de son âge et s'épanouir, tout en développant un projet de travail ou d'études.

Voilà un exemple de parcours relativement commun chez Stratégie Carrière pour des personnes immigrantes. Chaque cas reste différent et il faut savoir s'adapter. Il faut aussi prendre en considération tout ce qui entoure la personne afin de faire tomber les obstacles possibles à l'emploi. Ces personnes qui immigreront font preuve d'une résilience impressionnante et ont beaucoup à partager, tant sur le plan professionnel que culturel. 

L'immigration, vecteur d'inégalités ?

JEAN-MICHEL LANDRY

Les récits et les analyses qui composent ce dossier montrent que les parcours d'immigration sont truffés d'embûches et d'épreuves. Les opportunités professionnelles, économiques et sociales qu'offrent nos pays d'accueil sont bien réelles, mais elles n'ont rien d'une aubaine. Ceux et celles qui en jouissent aujourd'hui ont surmonté une quantité d'obstacles politiques et administratifs qui dépassent parfois l'entendement. À ces obstacles s'ajoute le défi intellectuel que représente l'apprentissage du français. Et comme si cela n'était pas assez, plusieurs se heurtent également à des milieux en perte de repères, incommodés par des manières de faire inhabituelles, voire carrément hostiles à la venue de nouveaux arrivants—immigrants ou réfugiés.

En recueillant la parole de ceux et celles qui vivent les défis de l'inclusion au quotidien, de même que les propos des personnes qui les accompagnent, ce dossier montre une fois de plus que l'immigration n'a rien d'une sinécure; c'est un travail à temps plein, un travail exigeant et parfois angoissant. L'expérience des immigrants de la Mauricie contredit par la même occasion l'idée voulant que les nouveaux arrivants entravent l'émancipation politique de nos sociétés d'accueil. Les tranches de vie réunies ici montrent que la venue d'immigrants chez nous contribue à enrichir nos sociétés.

Les flux migratoires accentuent ainsi les rapports d'inégalités qui parcourent la planète.

Cet enrichissement soulève toutefois quelques questions. Quoiqu'en disent nos

élus, les politiques d'immigration québécoises et canadiennes ne reposent pas aujourd'hui sur des principes humanistes ou moraux. Elles servent des impératifs d'ordre essentiellement économiques : il ne s'agit pas, en matière d'immigration, d'accueillir la misère du monde, mais bien d'accueillir les mieux éduqués, les plus qualifiés, les très compétents. Or ces qualifications et compétences qui alimentent notre puissance économique affaiblissent du même coup celles des pays du tiers-monde. Les flux migratoires accentuent ainsi les rapports d'inégalités qui parcourent la planète. Si l'économie québécoise est forte aujourd'hui, c'est en partie parce que l'immigration nous permet d'attirer, de sélectionner et de recruter de brillants esprits qui ont grandi hors de nos frontières. Or en ce monde, on le sait, rien ne se perd et rien ne se crée : si les immigrants enrichissent leur société d'accueil, leur départ contribue aussi à appauvrir les pays qu'ils quittent.

Les immigrants en sont bien conscients; plusieurs retournent vers leur pays d'origine une partie des salaires qu'ils touchent ici.

Il y a donc deux facettes à la question de l'immigration. La première concerne l'intérieur de nos sociétés. Il importe de faciliter l'accueil des immigrants, encourager leur participation à la société québécoise et combattre les préjugés qui persistent à leur égard; nous avons beaucoup à gagner. Or cet impératif d'accueil ne doit pas nous faire perdre de vue l'autre facette de la question, la facette extérieure. Il importe également de constater que l'immigration sélective pratiquée par nos États contribue souvent à écrémer l'Afrique, l'Asie, l'Europe et les Amériques de leurs espoirs futurs. Il faut à la fois accueillir les nouveaux arrivants et dénoncer les inégalités qu'entraînent les procédés de sélection dont ils font l'objet. 





DE BONNES CHOSES
ARRIVENT QUAND
ON PARLE
FRANÇAIS

ONPARLEFRANCAIS.GOUV.QC.CA #ONPARLEFRANÇAIS

Au cours des dernières semaines, La Gazette de la Mauricie a offert des ateliers de rédaction journalistique et textes créatifs destinés aux nouveaux arrivants. Ces ateliers avaient pour objectif d'approfondir la connaissance de la langue française et permettre une plus grande prise de parole des nouveaux arrivants au sein de leur communauté d'accueil. Les apprenants étaient invités à nous soumettre leurs textes d'opinion ou leurs témoignages. Nous vous partageons ici trois de ces textes.

Les ateliers étaient offerts dans le cadre du projet Histoires de vie réalisé par La Gazette de la Mauricie en collaboration avec le Service d'accueil des nouveaux arrivants de Trois-Rivières, le Comité de solidarité Trois-Rivières et la Société Saint Jean-Baptiste de la Mauricie. Ce projet est rendu possible grâce à la contribution financière du gouvernement du Québec.



La presse écrite a besoin d'un soutien

La presse écrite vit actuellement la plus grande crise de son histoire. Depuis 2009, au Québec, environ 43 % des emplois reliés au secteur ont disparu. Dans l'ensemble du Canada, 27 quotidiens et 275 hebdomadaires ont fermé leurs portes, hécatombe à laquelle vont prochainement s'ajouter une trentaine de quotidiens et quelques hebdomadaires de plus.

VERONICA ZENTENO

Cette crise découle principalement de l'essor fulgurant des grandes plateformes numériques, telles que Google et Facebook, qui accaparent presque tous

les revenus publicitaires. Ces revenus échappent donc à nos quotidiens et hebdomadaires, bien qu'ils aient tous une présence importante en ligne et qu'ils soient plus lus que jamais grâce au Web.



Étant donné que le droit à l'information fait partie des droits inscrits dans les chartes canadienne et québécoise, ainsi que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, il m'apparaît fondamental que les gouvernements accordent une aide financière aux médias écrits pour assurer leur survie. Alors que le phénomène des fausses nouvelles ne cesse de prendre de l'ampleur, particulièrement sur les médias sociaux, le

Les médias écrits conventionnels sont essentiels pour la santé de toute démocratie, car c'est grâce à ceux-ci que l'on peut susciter les débats et échanger des idées.

journalisme professionnel est un outil indispensable pour assurer le maintien de la santé de la démocratie. C'est lui qui permet à tous les protagonistes du débat public de se faire entendre et aux citoyens d'être informés et éclairés.

Dans un registre plus personnel, je me souviens que, dès mon très jeune âge, je me dépêchais le dimanche matin pour

prendre le journal, car j'avais hâte de lire les bandes dessinées. C'était parfois la course pour décider qui de mon frère ou moi allait être le premier à lire Mafalda, Denis la petite peste ou Mr Drake.

Au fur et à mesure que les années se sont écoulées, c'est ensuite dans les journaux que j'ai trouvé des réponses à certaines questions que je me posais comme jeune adulte. Pendant plusieurs années, nous recevions à la maison, en semaine, un journal mexicain nommé Excelsior et, les dimanches, un journal espagnol nommé El País. Il s'agissait d'une fenêtre ouverte sur le monde pour moi. C'est dans les pages de ce dernier journal que j'ai pu découvrir et connaître mon pays natal, l'Espagne. Même si je ne l'ai jamais visitée, je connais un peu ses habitants, sa culture et sa géographie grâce à la presse écrite.

Les médias écrits conventionnels sont essentiels pour la santé de toute démocratie, car c'est grâce à ceux-ci que l'on peut susciter les débats et échanger des idées. C'est pourquoi, à titre de protecteur des institutions démocratiques, il incombe au gouvernement d'accorder aux médias écrits l'aide financière nécessaire pour assurer leur survie. 📰

LA PRESSE ÉCRITE

Un des piliers de notre démocratie

Depuis maintenant plus d'une décennie, la presse écrite est déclarée en crise! Différentes raisons ont été évoquées pour expliquer le phénomène : avènement d'Internet, apparition des journaux gratuits, fusion ou alliances des grands groupes industriels ou de presse attribuable à la hausse des coûts de fabrication et de production, vieillissement du lectorat ou désintérêt des jeunes, etc.

ANDY RAFANOMEZANTSOA

Malheureusement, les faits sont là. Selon madame Pascale St-Onge, présidente de la Fédération nationale des communications : « Entre 2009 et 2015, environ 43 % des emplois reliés à la presse écrite ont été abolis ou supprimés au Québec. Quant au Canada, 27 quotidiens et 275 hebdomadaires ont dû fermer, sans tenir compte de la transaction entre Postmédia et Torstar qui a entraîné la disparition ou la fermeture prochaine d'une trentaine de quotidiens et d'hebdomadaires ».

Le gouvernement doit agir pour protéger et pérenniser ce secteur, symbole de la liberté d'expression et garant de

la démocratie! N'oublions pas que la première fonction de cette presse est de nous informer. Sans information, il est impossible de participer au débat public! Nombre de journalistes n'hésitent pas à prendre des risques et même, dans le cas des correspondants ou reporters de guerre, à mettre leur vie en péril pour sauvegarder le droit du public à l'information.

La liberté de la presse est l'un des principes fondamentaux de nos systèmes démocratiques qui reposent sur la liberté d'opinion et la liberté d'expression. Il incombe au gouvernement de tout mettre en œuvre pour défendre cet acquis démocratique. Le droit à l'information est inscrit tant dans nos

chartes canadiennes et québécoises que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. La démocratie ne se limite pas au droit de vote, la liberté d'opinion et la liberté d'expression sont indispensables à l'exercice éclairé de ce droit. Or il y a encore des pays dans le monde, en 2018, qui luttent pour obtenir cette liberté!

Depuis le non-renouvellement, lors de la glorieuse révolution britannique en 1695, du « Licensing Act de 1662 » qui restreignait la liberté de la presse jusqu'à la ratification en 1953 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), qui reconnaissait la liberté de presse comme une composante de la liberté d'expression (Article 10 de la

convention européenne des droits de l'homme), la bataille pour l'élimination des atteintes à cette liberté a été longue et semée d'embûches.

Nous avons la chance de vivre dans une société libre dont la richesse et la diversité sont reconnues dans le monde entier. Cette richesse et cette diversité sont tributaires du maintien d'une presse écrite qui alimente nos pensées et nos réflexions. Il ne faut pas perdre ce plaisir immense d'attendre notre camelot, été comme hiver, ponctuel comme une montre suisse pour nous livrer ce quotidien que nous scrutons scrupuleusement, que nous feuilletons page par page à la recherche des petites et grandes nouvelles. 📰

Un été à Montréal

J'avais déjà entendu le français américain et québécois lors de mes études en France, mais mon premier contact formel avec les particularités québécoises s'est fait à Montréal, alors que je suivais une formation en didactique du français langue étrangère à l'Université de Montréal. Je me suis retrouvée parmi cent vingt professeurs qui venaient des quatre coins du monde dont Taiwan, comme moi, mais aussi du Mexique, de la Colombie, du Venezuela, de la Russie, de l'Allemagne, de la Roumanie ou de l'Australie.

YI-LING CHEN

J'ai vraiment eu un choc culturel dès le début de mon premier séjour à Montréal. Après les classes, c'était l'heure de faire des courses. Quand on apprend une nouvelle langue, tout est dans les nuances. Faire l'épicerie, quelle aventure ! Malheur, à l'entrée, le commis m'a saluée : « Bonjour / Hi ! ». Empressée, je réponds : « Merci. » et le commis me répond : « Bienvenue ! ». À la librairie, le libraire m'a trouvé le livre que je voulais en me disant : « Vous êtes chanceuse, c'est le dernier exemplaire. » au lieu de « vous avez de la chance. ». Il faisait chaud. Au lieu d'une « glace », j'ai acheté une « crème glacée » et « un thé glacé » au lieu d'un « Iced tea ». Dans la rue, je voyais beaucoup de « stationnements », au lieu de « parking ». Un peu

plus tôt, j'avais dit « Bon week-end » au professeur et il m'avait répondu : « Bonne fin de semaine. ».

Mais parfois je dois utiliser des mots anglais en français. J'entendais très souvent « boîte à lunch », « il est cute », « une game », « c'est annulé », « j'ai toujours ma liqueur avec mon repas », « les enfants aiment les balounes », « mettez du gaz », etc. J'avais beaucoup de questions dans cette ville multiculturelle. Cela me prendra toute ma vie découvrir et connaître ces petites différences.

Pendant le stage, les animateurs nous ont fait visiter plusieurs endroits. Je me suis rappelé l'ancienne prison de Pied-du-Courant, près du pont Jacques-Cartier à Montréal. On nous a raconté l'histoire des Patriotes et de leur chef,

Louis-Joseph Papineau. J'ai compris que la défense de la langue française était très difficile à cette époque. Enfin, le français est parlé au Québec grâce à la persévérance, à la résistance et au sacrifice du peuple. Quand l'animateur s'est écrié : « Vive le Québec ! », j'en ai très bien saisi l'importance. Le français au Canada est vraiment quelque chose de spécial.

Tout une vie pour l'apprendre... Trois ans après mon stage à l'Université de Montréal, je suis revenue à Montréal avec ma famille. Maintenant, j'ai deux enfants qui parlent exactement comme les Québécois.

Cet été-là, à Montréal, était un moment clé dans ma vie. Moi qui avais cru de m'installer dans mon pays natal, j'ai

réussi à immigrer au Canada, avec mon conjoint et mes enfants, à Trois-Rivières, une petite ville que je n'avais vue que sur la carte.

Quand l'animateur s'est écrié : « Vive le Québec ! », j'en ai très bien saisi l'importance. Le français au Canada est vraiment quelque chose de spécial.

J'ai beaucoup navigué dans la culture québécoise et j'ai aussi fait découvrir à mes enfants des nouveautés qui leur donnent une nouvelle identité. Ils sont désormais sinophones et francophones, taïwanais et québécois. N'est-ce pas merveilleux ?



9 MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

1. Nom donné à un vélo stationnaire adapté pour produire des boissons saines aux fruits. (4-8)
4. Leila Amrani a dû attendre plusieurs années avant de pouvoir pratiquer cette discipline au Québec même si elle

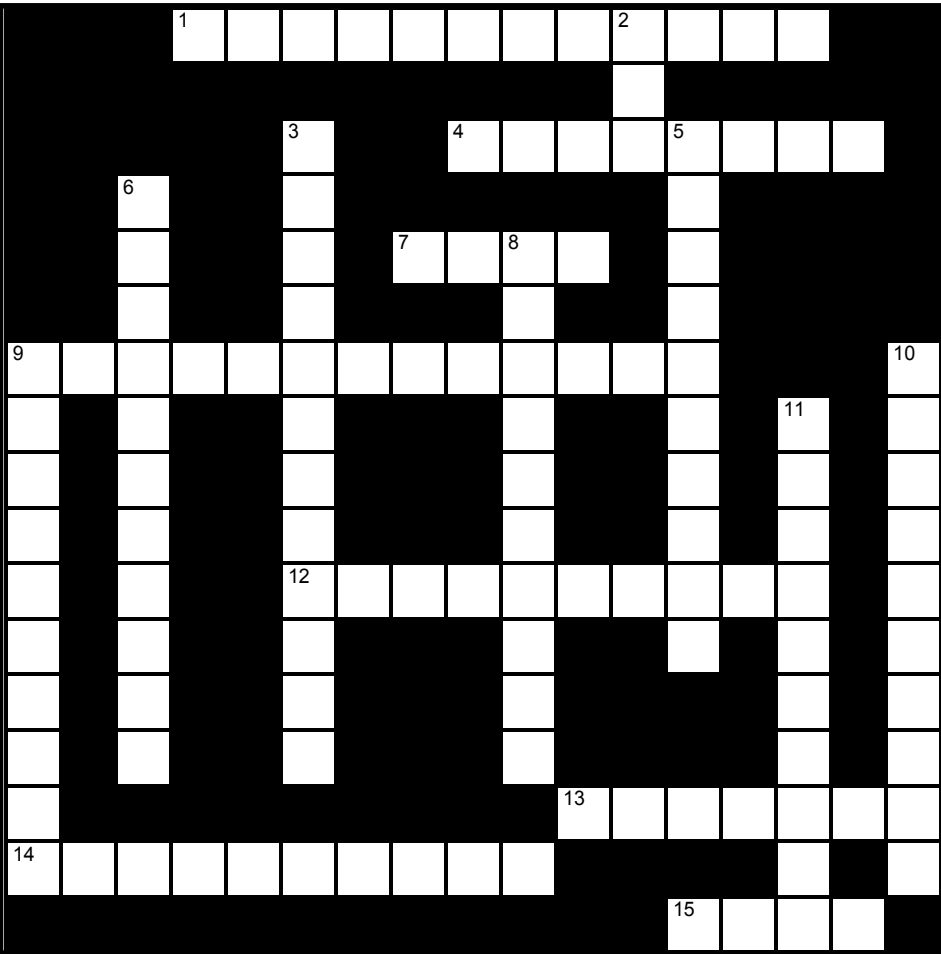
- disposait de toutes les qualifications requises. (8)
7. Organisation politico-militaire de « sécurité collective » menant des actions pouvant être perçues comme une menace par Moscou. (Acronyme) (4)
9. Terme utilisé pour décrire une démocratie où la parole et l'engagement des citoyens et des citoyennes sont davantage sollicités que dans une démocratie représentative. (13)
12. Le roman de Patrick Straehl, Ludo, se développe sous forme de celui-ci. (10)
13. Nom de famille du chef d'État de la Russie. (7)
14. Le bac bleu ne doit contenir que des imprimés, des contenants et ceux-ci. (10)
15. Ce taux de chômage serait deux fois plus élevé que le taux de chômage officiel. (4)

- des matières envoyées chez les recycleurs. (3)
3. Fait de donner à quelqu'un le caractère français. (12)
5. En 2017, les importations au Québec ont augmenté deux fois plus rapidement que les exportations ce qui creuse ce déficit. (10)
6. Société d'État avec laquelle les Québécois et les Québécoises entretiennent une relation particulière et qui fait l'objet d'une analyse dans une pièce de théâtre documentaire. (5-6)
8. Change le monde, une œuvre à la fois propose une manière de faire de l'éducation populaires en engageant les jeunes et moins jeunes dans une telle démarche. (10)
9. Qui concerne les sons du langage. (10)
10. Allo-Franco est un projet de jumelage entre francophones et ceux-ci. (10)
11. Si on évalue l'activité physique des Québécoises et des Québécois de 15 ans et plus, 30 % d'entre eux sont considérés dans cette catégorie. (10)

VERTICALEMENT

2. Étape essentiel dans le processus de récupération pour améliorer la qualité

RÉPONSES EN PAGE 2



LES ÉLÈVES NE SONT PAS TOUS PAREILS



Une approche plus humaine de l'éducation est essentielle. Au-delà des statistiques, il faut penser réussite éducative. Le gouvernement doit soutenir par des moyens concrets les élèves et le personnel.

PASSONS DE LA PAROLE AUX ACTES



Syndicat des intervenantes en petite enfance Mauricie-Centre-du-Québec (FIPÉQ)

